

Le Troisième Sommet des Amériques sera centré sur les personnes, et les dirigeants qui y participeront auront pour objectif d'approuver une déclaration et un plan d'action adaptés aux préoccupations réelles des citoyens de l'hémisphère. Les dirigeants sont déterminés à répondre aux attentes en adoptant un programme de coopération cohérent sur des questions politiques, économiques et sociales.

États ont encore besoin de consolider les progrès qu'ils ont accomplis jusqu'ici. Le Sommet sera une occasion unique d'examiner des moyens pratiques et efficaces de renforcer les autres éléments qui constituent un environnement démocratique et ouvert. Le programme comporte des mesures qui aideront davantage les États membres à promouvoir et à protéger les droits de la personne, et à respecter de façon constante la primauté du droit.

On examinera des moyens de rendre les institutions gouvernementales plus transparentes et plus responsables à l'égard des citoyens. Les dirigeants réfléchiront à la manière de soutenir les institutions nationales et régionales, en particulier celles qui favorisent le respect des droits de la personne et qui font la promotion de l'égalité des sexes. Ils examineront également des façons de protéger les droits des Autochtones et des minorités de descendance africaine — une action qui est essentielle à la création de sociétés plus démocratiques. Il s'agit d'amener la démocratisation à un niveau pratique.

Le respect de la primauté du droit est au coeur de toutes les démocraties. En plus d'élaborer le cadre d'un système politique démocratique, les pays cherchent à améliorer l'administration de la justice. On cherche actuellement à trouver des mesures pratiques qui aideront les systèmes judiciaires à devenir plus impartiaux et plus indépendants. Les États, en collaborant à l'amélioration de leurs systèmes judiciaires, peuvent prouver leur engagement commun à l'égard des valeurs démocratiques.

Les dirigeants qui participeront au Sommet de Québec sont de plus en plus conscients du rôle que joue la société civile dans un environnement démocratique. Ils se rendent compte que le renforcement de la démocratie va bien au-delà de la mise en place d'institutions gouvernementales et d'un système judiciaire. Les démocraties solides reposent sur des sociétés civiles dynamiques, où les personnes se rassemblent en organismes et en groupes communautaires selon leurs valeurs et leurs intérêts communs.



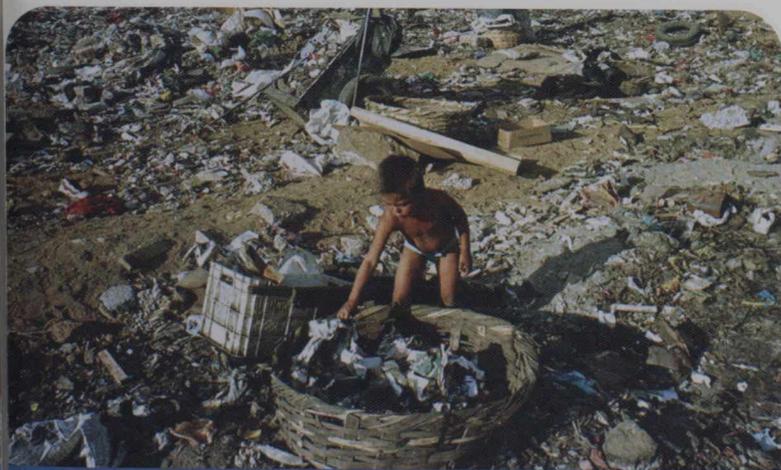
Au Sommet de la Terre à Rio de Janeiro en 1992, 114 chefs d'État et de gouvernement posent pour une photo de groupe.

Les participants au Sommet ont la ferme intention d'accroître la capacité de la société civile et d'y avoir recours. Il leur faut maintenant déterminer comment les États peuvent collaborer pour appuyer l'apparition de voix indépendantes partout en Amérique. Les dirigeants examineront des mesures qui encouragent les communautés et les groupes à s'unir pour renforcer la démocratie.

Créer la prospérité

Le processus du Sommet a toujours souligné l'importance de réduire les obstacles au commerce. Beaucoup de progrès ont déjà été réalisés en ce qui concerne la conclusion d'un accord créant une Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) d'ici 2005. Mais les dirigeants savent que leurs citoyens s'attendent à ce que la croissance économique nationale mène directement à une meilleure qualité de vie.

• suite à la page 10



Edel Ruiz, 4 ans, cueille des ordures d'un panier au dépotoir La Chureca à Managua, Nicaragua, en février 2000. Dans l'espoir de gagner 2 \$ ou 3 \$ par jour, des centaines de personnes se rendent quotidiennement dans ce dépotoir pour y trouver, avec l'aide de leurs enfants, du verre et du papier qu'ils pourront vendre à l'industrie du recyclage.



Dans les années 1970 et 1980, des milliers de dissidents ont disparu après leur arrestation durant le régime militaire au Chili. Au mois d'août 2000, des parents tenaient des photos de leurs disparus lors d'une manifestation de joie devant l'édifice de la Cour suprême à Santiago. La Cour venait de retirer l'immunité de l'ancien président Augusto Pinochet, ouvrant la voie à son procès pour violation de droits de la personne.